

Mairie de Courbouvet au 6 Sor 91580

28 Janvier 2010

Il y a 20 ans, le projet d'aménagement de la RN 126 était à l'ordre du jour. Malheureusement, les travaux ne devaient pas être suffisamment importants et malgré les acquisitions de terrains et les préparatifs des municipalités de l'époque, la donne a été radicalement changée en 1998.

12 ans après, la réunion de ce jour clos un DEBAT sans fondement. Il n'a pas été une discussion publique à la recherche du meilleur projet possible, mais une demande de la DREAL d'approuver une solution unique, sous deux formes de financement, pour répondre davantage à des intérêts privés qu'à un intérêt général.

L'opportunité et l'utilité de travaux aussi importants n'ont pas été prouvés et les conséquences qui peuvent en découler sur les plans humains, financiers et environnementaux sont disproportionnés par rapport aux besoins et aux gains escomptés.

Il n'a pas été question de réfléchir à autre chose que de vouloir donner le dossier à un concessionnaire privé, avec des parties déjà réalisées et financées sur fonds publics, et avec un financement complémentaire payé par le contribuable, variant de la subvention d'équilibre à la clause de déchéance.

La législation (Article L121-1 du code de l'environnement), la loi LOTI et les instructions cadre qui vont avec n'ont pas été respectés et aucun parallèle avec l'existant et son évolution normale n'a été envisagé.

Ce faux débat aura été sans grand intérêt :

- il est totalement opposé au Grenelle de l'environnement
- il est basé sur des chiffres de trafic contestables
- il est basé sur des chiffres financiers non crédibles
- il n'a été tenu aucun compte des arguments soutenus qui auraient pu faire avancer un projet « pour tous » vers une solution plus raisonnable
- il est parfaitement attaquant devant les Tribunaux en se servant des documents fournis.

Pour finir, Messieurs de la DREAL et Messieurs les Elus : vous aurez peut être un jour votre autoroute mais les personnes habitant le bassin, auront, elles, à coup sûr, une montée importante de leurs impôts locaux et un réseau routier dans un état lamentable.